

DÉCLARATION DE CHOIX DU MÉDECIN TRAITANT

(article L. 162-5-3 du Code de la sécurité sociale)

IMPORTANT

inscrire les nom, prénom et adresse en majuscules inscrire les chiffres lisiblement (un chiffre par case)

Identification de l'assuré(e) et du bénéficiaire des soins

L'assuré(e)

Nom de famille (de naissance) suivi du nom d'usage, s'il y a lieu

Prénom

GLASER SARAH

N° de sécurité sociale

273077511620537

Le bénéficiaire des soins

Nom de famille (de naissance) suivi du nom d'usage, s'il y a lieu

Prénom

GLASER SARAH

Date de naissance

28074973

Adresse de l'assuré(e)

9, route de Minerve 34 210 Azillanet

Identification de la structure d'exercice et du médecin traitant

Raison sociale et adresse du cabinet, de l'établissement (*)

Nom

Prénom

of orderen

On Assur. MATHIE
On Commissions
Lot. du Roc
Centre Médical

75275UX - 11700 G V 29404

N° de la structure (AM, FINESS, où SIRET)

Identifiant

111013041

Nom et prénom du médecin traitant

(*) centre de santé, établissement ou service médico-social

141017041

Déclaration conjointe du bénéficiaire des soins et du médecin traitant

Le bénéficiaire (ou son représentant) et le médecin traitant s'engagent conjointement à respecter les dispositions de l'article L. 162-5-3 du Code de la sécurité sociale

Bénéficiaire des soins

(et/ou parent ou titulaire de l'autorité parentale pour les mineurs - voir notice)

Médecin traitant

Je soussigné(e), M. (Mme.) Glaser Socrah

Je soussigné(e), Docteur

MATALIBU Alon

Alani

déclare choisir le médecin identifié ci-dessus comme médecin traitant

déclare être le médecin traitant du bénéficiaire cité ci-dessus

Signature(s)

Signature

Déclaration signée le

23082018

Haze

Merci d'envoyer la déclaration complétée et signée à votre caisse d'assurance maladie.

S 3704b

La loi 78.17 du 6.1.78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accés et de rectification pour les données vous concernant.

Quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration est passible de pénalités financières, d'amende et/ou d'emprisonnement (articles 313-1 à 313-3, 433-19, 441-1 et suivants du Code pénal, article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).